

Un groupe « Louvain-la-Neuve » à l'origine des visas humanitaires

MIGRATION Lumières sur le fonctionnement des couloirs humanitaires

- Theo Francken a publié une liste des personnes ayant permis l'arrivée de Syriens chrétiens.
- Parmi elles, Bruno Delvaux et Vincent Dujardin, de l'UCL.

Scandale des visas humanitaires suite et... suite. A chaque journée son petit bout de révélation. Dans un effort de « transparence », Theo Francken, l'ex-secrétaire d'Etat à l'Asile (N-VA), postait mardi sur Twitter un tableau récapitulatif des intermédiaires ayant soumis des listes de noms de Syriens chrétiens nécessitant un visa humanitaire. Six filières associées à un lieu ou une communauté religieuse, situées pour la plupart en Flandre : Scherpenheuvel, Alost et bien sûr Malines, où opéreraient le représentant de la communauté assyrienne, Melikam Kucam, qui est suspecté d'avoir reçu d'importantes sommes d'argent pour permettre à des habitants de zones de conflit en Syrie d'obtenir un visa humanitaire. La chambre du conseil d'Anvers a d'ailleurs confirmé mardi le mandat d'arrêt du conseiller communal N-VA de Malines. Alors que Maggie De Block parlait vendredi de quelque 600 dossiers étant passés par un « intermédiaire », d'après le tableau publié par Theo Francken, ce sont au total plus de 1.100 personnes qui ont rejoint la Belgique via les « corridors humanitaires ».

Le cabinet de la ministre refuse de se prononcer sur la fiabilité des chiffres publiés par l'ancien secrétaire d'Etat, dans l'attente des résultats de l'enquête interne menée par les services de l'Office des étrangers.

Si des soupçons d'abus ne portent pour l'heure que sur Melikam Kucam, l'ex-secrétaire d'Etat lève peu à peu le voile sur un système basé sur « la confiance » qui n'a donné lieu à aucun contrôle quant

aux modes de sélection des dossiers et à sa gestion opérationnelle (l'Etat n'a opéré qu'un screening de sécurité). Et l'affaire n'est plus seulement flamande. D'après Theo Francken, 32 personnes ont pu obtenir un visa via le groupe « Louvain-la-Neuve » avec, comme personne de contact, rien de moins qu'un ancien recteur de l'UCL, Bruno Delvaux, qui se défend d'avoir joué les intermédiaires. « *A mes yeux, un intermédiaire a un lien officialisé avec le décideur, et une position reconnue par lui, ce qui n'est pas mon cas. L'intermédiaire a aussi un lien direct ou indirect avec les demandeurs de visa humanitaire, ce qui n'est pas non plus mon cas. Le terme de "facilitateur" me paraît plus adéquat* », insiste le chercheur dans une réponse adressée par mail depuis la Guadeloupe.

Des « personnes de contact »

« *En décembre 2017, une famille syrienne de Louvain-la-Neuve, que je connais depuis longtemps, a sollicité mon aide pour obtenir la délivrance de visas humanitaires au bénéfice de 20 ressortissants syriens en danger car localisés dans une zone de combat. Il y avait des personnes âgées, des femmes et des enfants.* » Un collègue lui suggère de contacter directement le cabinet Francken où il est mis en contact avec Lies Verlinden, qui suit le dossier des corridors humanitaires. Pendant presque six mois, pas de nouvelles et puis en juin 2018, ce message : les visas sont prêts à l'ambassade de Beyrouth. « *J'ai transmis cette invitation à mes amis syriens de Louvain-la-Neuve qui ont informé leurs correspondants en Syrie. Les ressortissants bénéficiaires d'un visa humanitaire sont arrivés par groupes séparés en juillet et août 2018.* » L'universitaire tentera de soumettre une nouvelle demande pour 34 personnes mais, entre-temps, le secrétaire d'Etat a suspendu tout programme de visa humanitaire, variable d'ajustement face à la hausse inattendue des demandes d'asile

sur le territoire. « *Les contacts n'ont pas pu être repris, compte tenu de la mise du gouvernement belge en affaires courantes*, regrette Bruno Delvaux. Depuis, l'un de ces ressortissants est mort. D'autres ont été enrôlés de force pour combattre. »

Outre Bruno Delvaux, dont le nom circulait déjà depuis quelques jours, Vincent Dujardin apparaît désormais lui aussi dans le groupe de Louvain-la-Neuve. L'historien de l'UCL confirme avoir intercedé à titre citoyen en faveur d'un couple et de ses quatre enfants. Mais pas question de liste. Il est à ce titre étonnant que son nom figure dans la liste des « personnes de contact » donnée par Theo Francken. A l'origine, un soutien apporté à la famille d'un petit garçon ayant rejoint en 2015 le mouvement scout de ses enfants. « *En novembre ou décembre, ils m'ont dit que leur village était en proie à des bombardements et que leur frère voulait les rejoindre en Belgique avec sa femme et leurs quatre enfants, le père craignait aussi pour sa fille, jeune adolescente qui ne pouvait plus sortir de chez elle.* » Vincent Dujardin sollicite l'ambassade du Liban qui le renvoie vers l'Office des étrangers. « *Là, j'ai compris que le secrétariat d'Etat prenait la décision en matière de visas humanitaires. Une secrétaire m'a dirigé vers un membre du cabinet qui m'a lui-même dit qu'il fallait d'abord rassembler les passeports pour que les services responsables puissent enquêter (sur le danger de mort que couraient ces Syriens, mais aussi sur le plan de la sécurité intérieure...).* » D'après les premiers éléments communiqués, ladite enquête se limitait en fait au screening de sécurité. Après quelques mois, la famille d'Alep rejoint la Belgique et est aujourd'hui « bien intégrée ». « *Tout s'est finalement bien passé, sauf l'angoisse de l'attente des visas.* » ■

LORRAINE KIHL

POLÉMIQUES

Politiquement

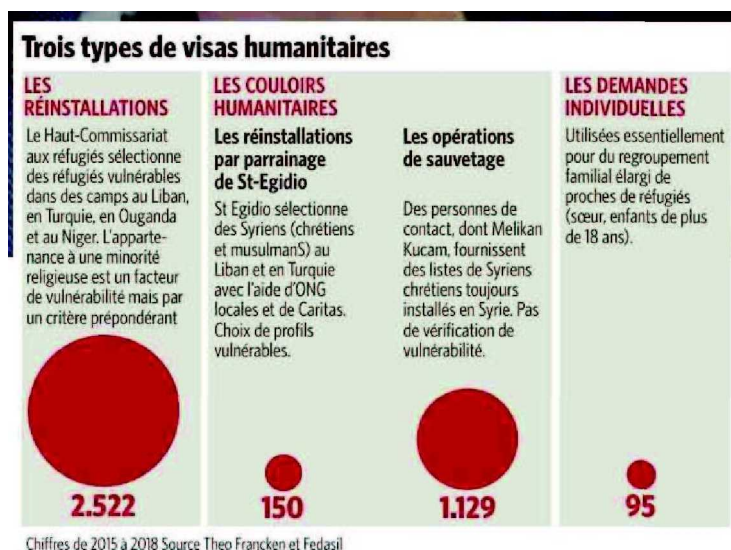
Incandescent !

L'« affaire » Francken a plusieurs facettes politique-ment. Un : rien ne va plus entre ex-suédois. Mardi, le quotidien flamand *De Tijd* rapportait que Maggie De Block (VLD), qui a repris le portefeuille de l'Asile et des Migrations des mains de Theo Francken (N-VA), a délivré deux visas humanitaires pour rapatrier les enfants d'un Belge combattant auprès de l'Etat islamique. La N-VA a réagi au quart de tour : « *Theo Francken est sous le feu des critiques pour avoir délivré des visas sauvant des centaines de chrétiens menacés par l'Etat islamique et maintenant nous faisons venir des enfants de l'Ei grâce à des visas. Quelle farce.* »

Deux : un scénario « complot » circule selon lequel... la N-VA était au courant depuis plusieurs mois de l'existence d'un dossier pourri ayant trait aux visas humanitaires, elle redoutait que cela puisse pousser le secrétaire d'Etat à démissionner et, sachant cela, elle aurait fait voler en éclats la suédoise sur le Pacte migratoire afin de conclure l'expérience fédérale sur un fait d'armes.

Trois : sur la Première, mardi, Zakia Khattabi (Ecolo), interrogée sur l'intervention de Richard Miller en faveur d'une famille chrétienne en Syrie (lire ci-dessous), y a vu une forme de clientélisme, ce qui fait bondir le député (ci-dessous) et, plus largement, tend à tirer le MR dans la tourmente qui s'abat sur Francken et la N-VA.

D.C.I.



Richard Miller « J'ai fait mon devoir de responsable politique, je le referais »

Richard Miller ne lâche rien. « J'ai fait ce que je devais faire. » De quoi parle-t-on ? De l'intervention - révélée mardi par *La Libre Belgique* - du libéral-réformateur, en 2015, auprès du cabinet de Theo Francken (N-VA) afin d'exfiltrer une famille syrienne à Alep et d'obtenir des visas humanitaires lui permettant de rejoindre la Belgique. Question : quel rapport avec l'« affaire » Francken ? « Aucun », assure le libéral-réformateur. Qui tient à faire cette « mise au point préalable » : « Je suis étonné, pour ne pas dire plus, de l'attitude de certains, dont M^{me} Khattabi, coprésidente d'Ecolo, qui parlent de clientélisme ! Donner le sentiment qu'il y aurait un intérêt quelconque, derrière la démarche que j'ai entreprise, ça me met très mal à l'aise. C'était mon devoir de responsable politique. Qu'aurait-on dit aujourd'hui si les personnes que nous avons secourues avaient été tuées dans un bombardement parce que nous aurions renoncé à les aider ? Je serais cloué au pilori, à juste titre ! Entendre de telles insinuations au moment où l'on

reproche aux représentants politiques d'être coupés des réalités, c'est incroyable ! Ces personnes que j'ai aidées, je ne les connais pas, je ne me suis jamais présenté aux élections en Syrie, le garçon qui m'a alerté habitait à Bruxelles, pas à Mons, ma ville, et la famille de la petite fille a été prise en charge par Caritas, qui n'est pas un organisme libéral laïque. » Le député relate : « A l'été 2015, un jeune homme travaillant en Belgique, à l'ULB, retourne ciel et terre pour aider sa famille restée à Alep, alors sous les bombes. C'est un collègue de travail de ma fille. Je n'ai pas hésité une seconde. Je devais faire quelque chose. Je me renseigne auprès du cabinet de Didier Reynders, aux Affaires étrangères, et là on m'explique qu'en matière de visas humanitaires, le cabinet du secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Theo Francken, est compétent. Je rassemble un maximum d'éléments, adresses, identités, je transmets tout ça. C'était mon devoir de politique et mon devoir de libéral pour lequel ce qui compte avant tout, ce sont les gens.

Régulièrement, je m'informe auprès du cabinet Francken. Ça ne bougeait pas. Et puis un jour, j'apprends que la famille à Alep allait être exfiltrée par nos services de sécurité et qu'ils avaient obtenu les visas. Au départ, il y avait sept demandes, deux personnes plus âgées sont restées à Alep, cinq sont venues chez nous : un jeune couple avec une petite fille, une maman et son fils. »

« Une situation grave et urgente »

Des chrétiens avant tous les autres ? « Je suis un libéral laïque, j'ai du respect pour toutes les religions et ici, ce qui a déterminé mon acte, c'est le fait qu'une communauté était davantage ciblée et qu'il fallait prendre ses responsabilités. Pour moi, chrétiens, musulmans, que sais-je ?, ça ne fait aucune différence. »

Faut-il changer le système d'attribution de visas ? Etablir des critères noir sur blanc ? « Je sais que certains en parlent, dont Ecolo. On peut en discuter au Parlement. Mais quoi, les bombes doivent-elles tomber à 200 mètres des enfants, 300 mètres, 500 mètres pour qu'on juge légitime d'intervenir ? Faut-il tenir compte du revenu familial pour agir ? Je veux dire : quand on est face à une situation humanitaire grave et urgente, cela met en jeu, à mon sens, la responsabilité politique. » ■

DAVID COPPI